

Service Départemental d'Incendie et de Secours

15 NOV. 2016

Etablissement Public Administratif

Corps Départemental

ARRETE S.D.I.S. N° 2016-1115
Portant attribution d'une subvention
exceptionnelle au profit du comité des œuvres
sociales du Service départemental d'incendie
et de secours

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2007-209 du 16 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le marché n° 2015-003 passé avec la société Chèques Déjeuners concernant l'acquisition de titres restaurants pour les agents du SDIS des Alpes de Haute Provence et prévoyant une ristourne annuelle légale devant être reversée au comité des œuvres sociales du SDIS ;

Vu la délibération n°2016-18 (FIN) du 22 avril 2016 autorisant le SDIS à encaisser ladite ristourne ;

Considérant le titre de recettes n°393 du 3 novembre 2016 d'un montant de 219.21 € ;

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental ;

ARRETE

Article 1

Il est reversé au comité des œuvres sociales du Service départemental d'incendie et de secours des Alpes de Haute-Provence une somme de 219.21 euros (deux cent dix neuf euros et vingt et un centimes).

Article 2

Cette dépense sera imputée sur le budget du Service départemental d'incendie et de secours, chapitre 65 article 6574.

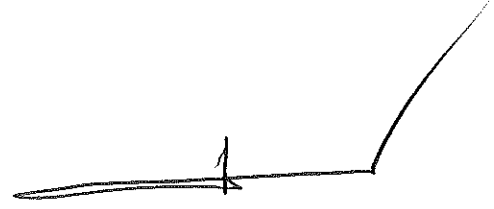
Article 3

Conformément aux articles R 421-1 et R 421-2 du Code de Justice Administrative, la juridiction peut être saisie par voie de recours formé contre la présente décision dans les deux mois à partir de sa notification à l'intéressé ou de la publication de la décision attaquée. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai du pourvoi. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Marseille.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

ARTICLE 4

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours des Alpes de Haute Provence et Madame le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Claude FIAERT

